

Intervention de la France

HCR – 69^{ème} session du Comité exécutif (1-5 octobre 2018)

Débat général (5 min)

Seul le prononcé fait foi.

Monsieur le Président,

La France s'associe à la déclaration de l'Union européenne.

Monsieur le Haut-Commissaire,

1-Votre mission n'a jamais été aussi cruciale, à l'heure où le monde compte plus de 68 millions de réfugiés et de déplacés forcés dans le monde. C'était moins de la moitié il y a dix ans. Aux crises au Moyen-Orient et en Afrique se sont ajoutées de nouvelles tragédies, comme en Birmanie ou au Venezuela.

Il est de la responsabilité de la communauté internationale, avec l'appui éclairé du HCR, de tout mettre en œuvre pour assurer l'accueil dans la dignité des réfugiés et des déplacés, et ce, guidés par les principes d'humanité, de responsabilité et de solidarité.

2-Accueillir les réfugiés est un devoir moral ; c'est aussi une obligation légale issue de nos engagements internationaux, en particulier de la Convention de Genève de 1951 et de ses protocoles additionnels.

Mais, il faut l'avouer, tous les Etats ne sont pas égaux face à cette obligation ; les Etats, limitrophes des zones de conflit, de transit ou d'accueil des réfugiés, font face à des difficultés et à des contraintes. Nous avons donc une obligation particulière de solidarité envers eux.

C'est pour cette raison que la France se réjouit, dans le prolongement de la Déclaration de New York et de la mise en œuvre du Cadre de réponse globale pour les réfugiés par le HCR, des résultats concrets enregistrés sur le terrain.

Cette réussite se mesure au nombre croissant d'Etats qui ont décidé de mettre en œuvre le Cadre de réponse globale pour les réfugiés, selon une approche nationale ou régionale. C'est par exemple le cas des pays du Grulac avec le MIRPS, et des pays africains avec l'IGAD.

Dans ce contexte, permettez-moi de remercier le HCR et de saluer l'achèvement d'un projet ambitieux et source d'espoir. Vous avez réussi, dans le cadre d'un processus inclusif et transparent, à proposer une solution pour l'avenir, le Pacte mondial pour les réfugiés, qui doit être approuvé par l'Assemblée générale des Nations unies à New York au mois de novembre 2018. Ce résultat est très prometteur. Nous devons à présent travailler à le traduire dans les faits.

3-La France, pour sa part, est pleinement mobilisée pour que ce texte conduise à des résultats tangibles.

Elle a récemment adopté une nouvelle stratégie humanitaire pour les quatre années à venir, élaborée en collaboration avec ses partenaires nationaux, européens et internationaux, afin de répondre au mieux aux enjeux de notre temps. Je pense en particulier aux crises prolongées.

La France a fait le choix d'une approche holistique : nous voulons traiter les origines et les causes profondes des crises, en faisant le pari de la prévention et du développement. Nous nous sommes notamment engagés à atteindre l'objectif de 0,55 % du revenu national brut dédié à la solidarité internationale d'ici 2022.

Elle a également fait évoluer sa politique d'asile et d'immigration afin d'adapter et d'améliorer sa réponse aux crises humaines.

La France a lancé, ces dernières années, quelques grandes initiatives internationales ; certaines commencent à porter leurs fruits. Parmi ces dernières, la feuille de route adoptée avec les partenaires européens et africains sur les flux migratoires en Méditerranée centrale est efficacement mise en œuvre avec le soutien du HCR, de l'Organisation internationale pour les Migrations et de pays partenaires tel que le Niger. Nous continuerons à mener des missions de réinstallation au Niger et au Tchad en vue de respecter l'engagement de la France d'accueillir 3000 réfugiés depuis ces pays d'ici 2019, y compris pour des réfugiés évacués de Libye vers le Niger.

Par ailleurs, la France soutient les efforts du HCR pour faire évoluer son action, notamment pour renforcer ses partenariats avec les acteurs de développement et du secteur privé, et pour favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes.

Nous encourageons enfin les actions prises par votre organisation en faveur de la bonne gouvernance et de la transparence. Nous vous encourageons également à poursuivre vos efforts dans la lutte contre la fraude, la corruption, le harcèlement et la violence.

Monsieur le Président,

Monsieur le Haut-Commissaire,

4-Permettez-moi, pour conclure, de saluer à nouveau le travail remarquable mené par l'ensemble de ses équipes, qui fait preuve quotidiennement d'un professionnalisme, d'un courage et d'un dévouement sans faille malgré la dégradation de l'environnement sécuritaire et la complexité des contextes dans lesquels il intervient.

Soyez donc assuré, Monsieur le Haut-Commissaire, du soutien de mon gouvernement à votre action.

Je vous remercie./